

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 24/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KNAUF CEILING SOLUTIONS SAS

67 rue des Salins. BP89
25300 Pontarlier

Références : -
Code AIOT : 0005900536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2025 dans l'établissement KNAUF CEILING SOLUTIONS SAS implanté 67 RUE DE SALINS 25302 PONTARLIER CEDEX 25300 Pontarlier . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF CEILING SOLUTIONS SAS
- 67 RUE DE SALINS 25302 PONTARLIER CEDEX 25300 Pontarlier
- Code AIOT : 0005900536

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine KNAUF CEILING SOLUTIONS de Pontarlier appartenait au groupe Armstrong avant d'être rachetée par KNAUF en 2019. Elle emploie environ 165 personnes sur le site de Pontarlier dont 130 opérateurs. Elle fabrique des dalles de plafonds notamment à base de laine de roche qu'elle fabrique, et de laine de verre qu'elle recycle. L'arrêté préfectoral l'autorise à fabriquer annuellement jusqu'à 15 millions de m² de dalles isolantes, et à utiliser au maximum 20 l d'eau par m² de dalles produites.

Le site est divisé en 3 parties principales :

- un cubilot d'une capacité de 45 000 t pour la fabrication de la pâte (chauffage du laitier + autres composants à 1500°C),
- une chaîne humide,
- une chaîne de finition.

L'usine KNAUF est autorisée par les principaux actes administratifs suivants :

- L'arrêté préfectoral du 4 juin 1974 autorisant la société ALPHACOUSTIC à exploiter une usine de panneaux en fibres végétales ou minérales à Pontarlier ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 1981, cet arrêté abroge les prescriptions de l'arrêté du 4 juin 1974 ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire du 12 avril 1988 fixant les conditions d'exploitation liées à l'installation de fabrication de perlite ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2010 concernant l'action de Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire du 5 octobre 2018 relatif à la maîtrise des prélèvements d'eau et des rejets en période de sécheresse ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire du 25 février 2020 modifiant les prescriptions de l'arrêté du 18 août 1981 ;
- Récépissé de changement de dénomination sociale du 29 mars 2021 au profit de KNAUF CEILING SOLUTIONS ;

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/04/1988, article 3.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Emissions dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 3.2 et 3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 4.2.3	Sans objet
4	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 et 58	Sans objet
5	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 4.3	Sans objet
6	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 3.3 et 3.4	Sans objet
9	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 3.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Toutes les analyses des rejets atmosphériques 2024 n'ont pas pu être présentées du fait d'un retard de l'APAVE dans la transmission des rapports. Certaines non-conformités sont relevées et devront faire l'objet de justifications. Concernant les rejets aqueux, l'exploitant doit se positionner par rapport à l'arrêté ministériel dont il relève, un arrêté préfectoral complémentaire à venir réglera les flux max autorisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Art 4.3 modifié par APC du 20/02/2020 Émissions cubilot, incinérateur et installations de production de laine de laitier = Atelier "Cubilot". L'altitude du débouché à l'air libre des conduits des effluents gazeux émis par le cubilot est fixée à 28,5 m par rapport au sol en raison de l'existence de servitudes aéronautiques. Toutefois, la vitesse ascensionnelle des gaz à leur débouché à l'air libre est fixée au minimum à 18 m/s. Voir le tableau de l'arrêté préfectoral (AP) des valeurs limites du rejet des gaz du cubilot Voir les prescriptions particulières aux rejets de la chambre de filage (extracteurs CATTIN 1 et 2) de l'AP

<p>Constats :</p> <p>Hauteur de cheminée conforme, vitesse d'éjection de 40m/s en moyenne pour la cheminée de l'atelier Cubilot.</p> <p>Analyses 2024 :</p> <p>L'exploitant a fourni les analyses 2024 pour le cubilot, l'enduction-flammage, les 4 séchoirs et le ponçage (3 filtres 210-220-240).</p> <p><u>L'atelier cubilot</u> comporte 1 seule cheminée : il manque le rapport d'analyse du 4ème trimestre pour le Cubilot et les rapports d'analyse des extracteurs catin 1 et 2 de la chambre de filage (4 émissaires, analyse annuelle). L'APAVE a réalisé les prélèvements en fin d'année et a du retard dans la rédaction des rapports.</p> <p>Les analyses Cubilot des trimestres 2 et 3 ne sont pas conformes sur le Cadmium du fait d'une pollution au cadmium des barboteurs utilisés pour le prélèvement, l'APAVE devra utiliser d'autres barboteurs pour les prochains prélèvements.</p> <p><u>La chaîne humide</u> comporte 2 séchoirs avec chacun 2 émissaires : les analyses sont fournies et sont conformes, toutefois on peut regretter que l'origine des VLE de références indiquées dans le rapport d'analyse de l'APAVE ne soit pas complet (les références de l'arrêté ministériel et de l'arrêté préfectoral en vigueur qui concerne ces émissaires, y sont manquantes). Pour les rejets de l'installation de perlite voir le point de contrôle suivant. Les analyses de la chaudière (émissaire CH6) seront réalisées en 2025.</p> <p>NB : l'atelier chaîne humide est classé au titre de la rubrique 2445(E) pour la transformation de papier/carton, mais cette activité ne génère pas d'émission atmosphérique, donc les VLE concernant les rejets dans l'air de l'AM du 2/12/2021 ne s'appliquent pas à l'atelier chaîne humide.</p> <p><u>L'atelier finition</u> comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 filtres avec 3 émissaires pour le dépoussiérage lié au ponçage, • l'enduction-flammage avec 2 émissaires, • 2 séchoirs enduit (Tomlison et Madeleine) et 1 séchoir peinture. <p>Les analyses pour le ponçage et l'enduction-flammage ont été fournies et sont conformes, il manque les 3 analyses des 3 séchoirs de l'atelier finition.</p> <p>NB : l'APAVE doit indiquer le référentiel réglementaire précis des VLE appliquées (indiquer l'arrêté préfectoral concerné et l'arrêté ministériel de référence pour chaque VLE appliquée).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le rapport d'analyse du 4ème trimestre 2024 pour le Cubilot ; • les rapports d'analyse 2024 des extracteurs catin 1 et 2 de la chambre de filage ; • analyses 2024 des 3 séchoirs de l'atelier finition.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/1988, article 3.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques de la fabrication de perlite
Prescription contrôlée : <u>Installation de perlite :</u> 3.1 - rejets d'hydrogène sulfuré Concentration maximale des effluents : 15 mg/Nm ³ soit un flux de 150 g/heure au débouché de l'installation d'expansion de la perlite ; De plus, la quantité maximale d'hydrogène sulfuré rejetée par l'ensemble des installations de l'usine, cubilots compris, restera inférieure à 300 g/h ainsi qu'il résulte de l'application de l'article 1 de l'arrêté du 1er mars 1983 susvisé. 3.2 - rejets de poussières Les rejets gazeux issus de l'installation d'expansion de la perlite auront une concentration maximale de 15 mg/Nm ³ . Le flux sera inférieur à 150 g/h. En cas de rejet accidentel, la teneur maximale autorisée pourrait être portée à 50 mg/Nm ³ sur une durée inférieure à 6 heures.
Constats : L'installation de perlite fait partie de la chaîne humide. Analyses fournies : Rejet d'hydrogène sulfuré : concentration mesurée 0,08 µg/Nm ³ , flux mesuré = 1,02 mg/h. Les résultats sont très largement sous les valeurs limites, donc conformes. Rejet poussières : le rapport d'analyse annuel pour l'installation de perlite est fourni, il est indiqué que les VLE sont respectées alors que la VLE poussière n'est pas respectée : valeur mesurée en 2024 = 19 mg/Nm ³ pour une VLE à 15 mg/Nm ³ , ce n'est donc pas conforme, l'exploitant doit justifier cet écart. De même le flux max de 150g/h est dépassé, celui mesuré lors de la campagne d'analyse 2024 est de 240 g/h. L'exploitant doit justifier cet écart.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Justifier le non respect des VLE pour les poussières
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des fumées
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure et de contrôle [...] doivent être mis en place et faire l'objet de vérifications fréquentes de leur état et de leur bon fonctionnement.

<p>Constats :</p> <p>Il existe une alerte automatique avec alarme sonore si un dysfonctionnement se produit au niveau de l'incinérateur cubilot. Si un problème survient au niveau des brûleurs des séchoirs de la chaîne humide (4 séchoirs, 3 brûleurs par séchoir), alors une alerte apparaît au niveau des écrans de contrôle et une alerte sonore survient en salle de surveillance. Si un brûleur est en défaut au niveau de la chaîne de finition, le défaut apparaît sur le poste central de l'automate de surveillance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 et 58</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Traitement des fumées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 47 : Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p> <p>article 58 : Formation du personnel.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une indisponibilité au niveau d'un brûleur du séchoir 1 principal s'est produite en décembre 2024 : la rampe était bouchée par de la poussière, ce qui a entraîné un problème de mélange air/gaz. Le séchoir a été mis en défaut et la recherche de la cause du problème a permis un retour à la normale.</p> <p>Le personnel intervenant sur le cubilot est formé sur le fonctionnement du filtre à manche.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

Article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 18/08/1981 : L'exploitant assurera l'entretien des installations aussi fréquemment que nécessaire afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage.

Pour rappel : article 55 de l'arrêté ministériel du 12/03/2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale : Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.

Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.

Constats :

Le site a fait l'objet d'une plainte le 25/07/2024 qui signale deux types d'odeurs : des odeurs de cartons brûlés et des odeurs de soufre. Il est rappelé que l'établissement avait déjà fait l'objet d'un signalement pour des odeurs similaires en septembre 2023.

L'exploitant explique que les odeurs de carton brûlé se produisent lorsque le séchoir de la chaîne humide chauffe trop, ce sont les panneaux qui chauffent. Cette situation peut se produire lorsqu'il y a trop d'humidité, et l'exploitant évite au maximum cette situation parce que ça abîme aussi le produit. Dès que le problème est détecté il est traité, ça ne dure donc pas longtemps lorsque ça se produit.

Concernant les odeurs de soufre, elles peuvent être générées au démarrage du cubilot (soit en moyenne quelques minutes tous les 10 jours). Cette odeur s'explique par le fait que le rejet se fait directement à l'atmosphère au démarrage. Le passage dans le filtre à manche est impossible au démarrage car la température est trop élevée, d'où l'odeur ressentie. L'exploitant a reçu le plaignant et un autre voisin en septembre pour une visite des installations. Pas de nouvelle plainte depuis.

Les plaintes pour odeur ne sont donc pas dues à un défaut d'entretien, mais de manière très ponctuelle à une absence de filtrage pour l'odeur de soufre, le flux émis est très faible.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 3.3 et 3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet

Prescription contrôlée :

Les points de rejet des eaux industrielles sont au nombre de un dans le réseau public d'assainissement.

Ils doivent être aménagés pour permettre la réalisation de mesures de débit, et comporter les dispositifs nécessaires pour pratiquer l'exécution de prélèvements.

<p>L'accès aux points de mesure ou de prélèvement est aménagé notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure.</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un schéma des circuits d'eaux, faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toute origine. Ce schéma est tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un schéma des circuits d'eaux faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toute origine a été fourni.</p> <p>Il fait apparaître 2 points de rejets externes comportant chacun 2 rejets internes.</p> <p>Seul le rejet interne en sortie de pré-traitement par aéroflottateur au niveau de la chaîne humide (rejet R1.1) est surveillé actuellement avant rejet dans le collecteur communal. Il existe une autorisation de déversement de 2015 avec la communauté de commune du Grand Pontarlier (CCGP) pour ce point de rejet. L'exploitant a demandé son renouvellement mais la CCGP ne répond pas.</p> <p>2 points de rejet externes : R1 et R2</p> <ul style="list-style-type: none"> • R1 qui se raccorde au réseau public rue de salin, il comprend les 2 rejets internes suivants : R1.1 : Eaux process atelier chaîne humide et R1.2 : eaux pluviales des toitures et voirie + rejet osmose + sanitaires. • R2 qui se raccorde au réseau public rue de Hélène Boucher, qui comprend les 2 rejets internes suivants : R2.1 : eaux pluviales de voirie de la "zone cubilot" et R2.2 : eaux sanitaires. <p>Les eaux du bassin de décantation des eaux pluviales de la "zone cubilot" sont rejetées dans le collecteur communal après passage par un séparateur d'hydrocarbures (rejet R2.1). Ce bassin comporte les eaux de ruissellement des laitiers, des tas de laine de roche « grise » stockés à l'air libre, des eaux de parking/voirie... Ces eaux sont grises et devront faire l'objet d'une surveillance au moins provisoire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Emissions dans l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant mettra en oeuvre les moyens nécessaires pour assurer le recyclage complet des eaux industrielles de procédé. Tout rejet accidentel d'eaux industrielles et les rejets d'eau de lavage non recyclables s'effectueront dans le réseaux public, qui ne traite que les macro-polluants sauf démonstration inverse.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'arrêté préfectoral de 18/08/1981 ne réglemente que les macro-polluants, toutefois l'exploitant doit se positionner par rapport aux substances listées à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE (l'arrêté ministériel du 2/12/2021 (rubrique 2445) renvoie à l'arrêté ministériel du 02/02/1998 pour les eaux résiduaires).</p> <p>Les substances suivantes sont surveillées annuellement dans le cadre de l'autorisation de déversement de 2015 : macro-polluants + Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, AOX, HCT. Cette autorisation est caduque (valable 5 ans).</p> <p>L'exploitant se positionnera par rapport aux autres substances de l'article 32 l'arrêté ministériel du 02/02/98.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant se positionnera sur la présence des substances listées à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 02/02/98.</p> <p>S'il a un doute sur la présence de certaines substances, une surveillance provisoire sera proposée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 8 : Prévention de la pollution des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 3.2 et 3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance et respect des VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Compte tenu du fait qu'il dispose dans son établissement d'un réseau d'égout unitaire raccordé au réseau municipal d'assainissement construit sur le même principe, l'exploitant mettra en œuvre les moyens nécessaires pour assurer le recyclage complet des eaux industrielles de procédé. Tout rejet accidentel d'eaux industrielles et les rejets d'eaux de lavage non recyclables s'effectueront dans le réseau public d'assainissement sous réserve que l'effluent satisfasse aux prescriptions ci-après.</p> <p>Concentrations maximales instantanées et fréquence surveillance</p> <p>5,5 ≤ pH ≤ 8,5 - Journalier T° ≤ 30°C MES ≤ 500 mg/l - hebdomadaire DCO ≤ 750 mg/l - hebdomadaire DCO/DBO5 ≤ 2,5 - Semestrielle Hydrocarbures ≤ 5 mg/l - Semestrielle</p> <p>Débit horaire maximum</p> <p>Débit ≤ 15 m³/h (360 m³/j) - Journalier</p> <p>Flux journaliers maximaux moyens</p>

<p>DCO \leq 220 kg/j (sur effluents non décantés)</p> <p>MES \leq 180 kg/j (sur effluents non décantés)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le débit de 360 m3/j est parfois dépassé, il sera modifié dans un futur arrêté préfectoral complémentaire (APC) et porté à 400 m3/j comme indiqué dans l'autorisation de déversement. La VLE et le flux indiqués dans l'arrêté préfectoral sont dépassés pour la DCO (1300 mg/l en moyenne et 350 kg/jour), mais c'est inférieur aux VLE de l'autorisation de déversement, l'arrêté préfectoral de 1981 sera mis à jour.</p> <p>La température de rejet est parfois supérieur à 30° (35 °), la CCGP qui gère la STEU n'y voit pas d'inconvénient d'après l'exploitant. L'exploitant demande à ce que la T° max soit portée à 35° dans le futur APC, il conviendra que ce soit stipulé dans la nouvelle autorisation de déversement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>autorisation de la communauté de commune pour T° > 30°</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 9 : Prévention de la pollution des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/1981, article 3.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transvasements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le transvasement de matières toxiques, corrosives ou polluantes à partir de véhicules citernes automobiles ou de wagons citernes doit être pratiqué sur une aire aménagée à cet effet. Cette aire doit comporter un sol étanche et doit être munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel. L'émission de vapeurs toxiques ou corrosives à l'occasion des transvasements est interdite.</p> <p>(Complété par art 3 APC du 25/02/2020)</p> <p>L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas de dépotages de matières toxiques ou corrosives, mais des substances potentiellement polluantes (laine de roche, de verre, laitier) stockées à l'air libre et chargées par camions sur des aires étanches. Ces eaux rejoignent un bassin de décantation dont le volume disponible reste à préciser par l'exploitant.</p> <p>Ce bassin est surveillé, et, à une cote définie par l'exploitant le surplus d'eau se déverse dans le</p>

réseau communal après passage par un séparateur d'hydrocarbures.

Type de suites proposées : Sans suite